

POLITIQUE DE DIVULGATION ET DE CONFIDENTIALITÉ

1. Déclaration de Politique Générale

Bitfarms Ltd, ses filiales et ses sociétés affiliées (ci-après dénommées conjointement "**Bitfarms**" ou la "**Société**") s'engagent à maintenir les normes les plus élevées d'intégrité et de responsabilité dans leurs affaires, tout en cherchant à développer leur activité et à améliorer la valeur pour les actionnaires. Les lignes directrices et les principes régissant la conduite des affaires de Bitfarms sont énoncés dans le Code de conduite et d'éthique (le "**Code**") disponible à l'adresse www.bitfarms.com.

Dans le cadre de son engagement pour une conduite éthique et responsable des affaires, et pour se conformer aux lois sur les valeurs mobilières applicables, Bitfarms a mis en place cette politique de divulgation et de confidentialité (la "**Politique**"). Cette politique est complétée par la [politique de négociation des titres de la société](#), disponible à l'adresse www.bitfarms.com.

Sauf indication contraire, tous les termes définis dans la présente police ont la signification indiquée à l'annexe "A".

2. Principes Généraux

Un principe fondamental des lois sur les valeurs mobilières et des règles boursières applicables veut que toute personne qui investit dans des titres d'une société cotée en bourse ou qui prend une décision d'investissement concernant ces titres ait un accès égal et en temps voulu à l'information importante susceptible d'influer sur ses décisions d'investissement. En conséquence, en vertu des lois sur les valeurs mobilières et des règles boursières applicables :

- 2.1 Toute société cotée en bourse doit divulguer rapidement toutes l'information importante la concernant;
- 2.2 Tout initié d'une société cotée en bourse et toute autre personne ayant une relation particulière avec la société (telle que définie à l'annexe A), qui détient de l'information matérielle non publiques (« MNPI ») sur la société, n'est pas autorisé à :
 - informer d'autres personnes de l'existence de l'IPMM, sauf dans le cadre de l'activité professionnelle; ou
 - acheter ou vendre des titres de la société alors qu'ils sont en possession de MNPI; et
- 2.3 Tout initié déclarant d'une société cotée en bourse doit déclarer ses transactions sur les titres de la société conformément aux [politiques de la société en matière d'opérations sur titres](#), disponibles à l'adresse www.bitfarms.com.

3. Objectifs

La présente politique a pour objet d'assurer la divulgation exacte et en temps utile de l'information importante relative à la société, conformément aux lois, règles et réglementations applicables en matière de valeurs mobilières et aux règles des bourses, y compris, le cas échéant, la Bourse de Toronto (la "**TSX**") et/ou le Nasdaq Stock Market ("**NASDAQ**"), afin de protéger l'utilisation ou la divulgation inappropriée d'information importante ou d'information confidentielles concernant la société.

En outre, nous nous engageons à adopter des pratiques qui contribuent à assurer une diffusion précise, large et opportune de l'information importante auprès de nos actionnaires, de la communauté des investisseurs et du public en général. Cela inclut des communications équilibrées, une divulgation non sélective et l'utilisation des technologies de communication pour faciliter un accès équitable à ce

information.

4. Champ d'Application de la Politique

4.1 Personnes assujettis à cette politique

- **Généralités** - La présente politique s'applique à tous les membres du conseil d'administration, dirigeants, employés, consultants et sous-traitants de la société et/ou de ses filiales, ainsi qu'à toute personne associée à l'une des personnes susmentionnées, y compris les membres de leur ménage, les sociétés de portefeuille ou toute fiducie ou succession dans laquelle l'administrateur, le dirigeant, l'employé ou le consultant détient un intérêt substantiel.
- **Initiés** - Initiés de la société (tels que définis dans l'annexe "A"). Les initiés déclarants sont soumis à des obligations supplémentaires, veuillez vous référer à la politique de Bitfarms en matière d'opérations sur titres.

Des copies de cette politique sont mises à la disposition de toutes les personnes concernées, soit directement, soit en affichant la politique sur le site Web de Bitfarms à l'adresse www.bitfarms.com. Tous les membres du conseil d'administration, les dirigeants et les employés seront informés de toute modification importante et les nouveaux membres du personnel recevront une copie de la politique.

4.2 Communications assujettis à la présente politique

La présente politique s'applique à toutes les divulgations faites par la société, y compris :

- communiqués de presse;
- les documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières et des bourses, tels que les circulaires de sollicitation de procurations, les notices annuelles, les états financiers annuels et intermédiaires et les rapports de gestion y afférents, les prospectus, les circulaires d'offre publique de rachat, les circulaires du conseil d'administration et les déclarations de changement important;
- des discours, des conférences de presse et des présentations de gestion;
- des entretiens avec les acteurs du marché (y compris les analystes), les investisseurs institutionnels ou autres et les médias;
- les communications avec les actionnaires;
- l'information publiée sur le site Web de la société ou sur les réseaux sociaux autorisés;
- le courrier et les autres communications électroniques; et
- l'information non publique fournies aux agences de notation et aux régulateurs.

5. Information Matérielle

Tel qu'utilisé dans cette politique, le terme "Information Importante" fait référence à toute information relative aux activités et aux affaires de Bitfarms et de ses filiales qui, si elle était divulguée, influencerait probablement la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de détenir ou de vendre des actions de Bitfarms, ou est susceptible d'avoir un effet substantiel sur le prix de l'action. Cela inclut, entre autres, un changement important dans les affaires, les opérations ou le capital de la société qui pourrait raisonnablement avoir un effet significatif sur le prix du marché ou la valeur des titres de la société et inclut une décision du conseil d'administration ou de la direction générale (lorsque la direction estime que

la confirmation de la décision par le conseil d'administration est probable) de mettre en œuvre un changement important.

La détermination du caractère significatif ou non d'une information implique souvent l'exercice d'un jugement commercial difficile fondé sur l'expérience. Les exemples d'information susceptible d'être importantes comprennent, sans s'y limiter, les exemples énumérés à l'annexe B, sous la rubrique "Exemples d'information potentiellement importante".

6. Comité de Divulgence

La société a nommé un comité de divulgation, chargé de superviser l'exactitude, l'exhaustivité et l'actualité de l'information communiquée aux actionnaires, aux investisseurs, aux organismes de réglementation et au public. Le comité de divulgation est composé du directeur financier, du directeur des opérations, du directeur juridique ou du secrétaire général, du directeur des relations avec les investisseurs et du directeur de la communication et du marketing.

7. Porte-parole

7.1 Personnes Autorisées à Parler au Nom de la Société

Seuls le chef de la direction, le chef de la direction financière, le chef de l'exploitation, le vice-président principal des opérations de minage, le chef du contentieux pour l'Amérique du Nord, le vice-président principal des ressources humaines, le vice-président principal du développement corporatif, le chef des relations avec les investisseurs ou toute personne désignée par le chef de la direction sont des porte-parole autorisés de Bitfarms (sauf, dans le cas des employés de la Société, dans le cours normal et nécessaire des affaires) (chacun, un "**Porte-Parole**"). Seuls les porte-parole désignés de Bitfarms peuvent faire des déclarations publiques orales ou écrites au nom de la société ou communiquer autrement au nom de la société avec les acteurs du marché, y compris les analystes, les investisseurs potentiels, les médias, les actionnaires ou les agences de notation.

7.2 Renvoi des Demandes d'Information

Toute personne pressentie pour commenter les activités ou les affaires de la société (à l'exception des employés dans le cadre de leur travail habituel) doit adresser ses questions au responsable des relations avec les investisseurs (pour les questions relatives aux investisseurs et aux analystes) ou au directeur de la communication et du marketing pour les questions relatives à la presse et autres.

8. La Divulgence d'Information Importante

8.1 Factuel et Équilibré

L'information importante divulguée par la société doivent généralement respecter les exigences suivantes : (a) l'information doit être factuelle, équilibrée et ne doit pas être trompeuse; (b) l'information doit inclure toute information dont l'omission rendrait l'information trompeuse; et (c) l'information défavorable doit être divulguée aussi rapidement et complètement que l'information favorable.

8.2 Communiqués de Presse ou Dépôts de Documents

La société divulguera rapidement toutes l'information importante qui doivent être divulguées en vertu des lois sur les valeurs mobilières et des règles des bourses applicables, en publiant un communiqué de presse ou en effectuant un dépôt public.

8.3 Information matérielle confidentielles

Dans des circonstances restreintes, lorsque le comité de divulgation estime que la divulgation générale d'une information importante serait indûment préjudiciable aux intérêts de la société (par exemple, si la divulgation générale de l'information importante risque de nuire aux négociations dans le cadre d'une opération d'entreprise), le comité de divulgation peut autoriser le dépôt d'une déclaration de changement important confidentielle auprès des commissions des valeurs mobilières compétentes, de l'Organisme de réglementation du commerce des valeurs mobilières ("IIROC"), de la Bourse de Toronto ou du NASDAQ, comme l'exigent les lois sur les valeurs mobilières et les règles boursières applicables.

Dans ce cas, le comité de divulgation informe rapidement le conseil d'administration du fait qu'une déclaration confidentielle de changement important a été déposée et distribue une copie de la déclaration confidentielle de changement important au conseil d'administration, ainsi que les raisons pour lesquelles le comité de divulgation a conclu qu'il serait indûment préjudiciable aux intérêts de la société que l'information importante soit divulguée de manière générale.

Le Comité de divulgation veillera également à ce que toutes les personnes ayant connaissance d'une information importante confidentielle en préservent l'entière confidentialité et ne la divulguent pas à d'autres personnes, sauf dans le cadre nécessaire des activités de l'entreprise. Selon les termes de la politique de négociation des titres, une période d'interdiction (telle que définie à la section 7.1. de la politique de négociation des titres de la société) peuvent être imposées à ces personnes.

Le comité de divulgation divulgue sans délai l'information importante en général lorsqu'il estime que la confidentialité n'est plus justifiée.

9. Information Prospectives

L'information prospectives peuvent permettre aux actionnaires et à la communauté des investisseurs de mieux évaluer la société et ses perspectives. Si Bitfarms décide de divulguer ou est tenue de divulguer de l'information prospectives, dans tout document d'information, présentation ou autre communication publique orale ou écrite, elle doit se conformer à toutes les exigences légales applicables, y compris les suivantes :

- L'information prospectives ne sont publiées que dans des circonstances déterminées par un ou plusieurs des membres suivants : le directeur général, le directeur financier, le directeur des opérations ou le comité de divulgation;
- ce information sera clairement identifiée comme étant de nature prospective et seront accompagnées d'un langage ou d'avis d'urgence et de mise en garde appropriés, qui feront référence aux risques et aux incertitudes susceptibles d'entraîner des résultats matériellement différents de ceux prévus dans les déclarations;
- toutes les hypothèses importantes utilisées dans la préparation de l'information prospectives doivent être décrites de manière raisonnablement détaillée;
- toutes l'information prévisionnelles doivent être accompagnées d'une déclaration qui exclut l'intention ou l'obligation de Bitfarms de mettre à jour ou de réviser l'information prévisionnelles, que ce soit à la suite de nouvelle information, d'événements futurs ou autres. Nonobstant cette clause de non-responsabilité, si des événements ultérieurs venaient à prouver que les déclarations passées sont matériellement différentes, Bitfarms pourrait, à sa

discrétion, choisir de mettre à jour ou de réviser l'information prévisionnelles, sous réserve de toute obligation de le faire en vertu des lois sur les valeurs mobilières et des réglementations boursières en vigueur;

- au début de toute conférence téléphonique ou présentation, un porte-parole doit déclarer que de l'information prospectives peuvent être discutées. Elle doit inclure des mises en garde appropriées ou des références à des mises en garde figurant dans des documents accessibles au public et contenant les hypothèses, les sensibilités et une analyse complète des risques et des incertitudes;
- si Bitfarms a émis une prévision ou une projection dans le cadre d'un document d'offre conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables, Bitfarms mettra à jour cette prévision ou cette projection comme l'exigent les lois sur les valeurs mobilières et les réglementations boursières applicables; et
- La société prendra toute autre mesure que le comité de divulgation jugera appropriée pour tirer parti de la sphère de sécurité des déclarations prévisionnelles créée par la loi américaine de 1995 sur la réforme des litiges relatifs aux titres privés (Private Securities Litigation Reform Act).

10. Communications Électroniques

Toutes les communications, y compris les communications électroniques, doivent être conformes aux lois sur les valeurs mobilières applicables. Les communications électroniques comprennent le courrier, les sites Web, les blogues, les comptes de médias sociaux, le système canadien d'analyse et de recherche de documents électroniques ("**SEDAR**") et le système américain de collecte, d'analyse et de recherche de données électroniques ("**EDGAR**").

10.1 Site Web

Le site Web de la société ne doit pas contenir d'information qui, par l'architecture du site Web, par une déclaration exagérée ou par une omission, donneraient une image trompeuse de la société, de ses perspectives commerciales ou de sa situation financière. La divulgation d'information importante sur le site Web ne constitue pas une divulgation générale et n'est pas une divulgation adéquate de l'information importante.

Liens vers des sites Web tiers - Sauf approbation du comité de divulgation, le site Web de la société ne peut pas comporter de lien vers le site Web d'un tiers. Si un tel lien est autorisé, il doit comporter un avis informant le lecteur qu'il quitte le site Web et que la société n'est pas responsable du contenu de l'autre site Web.

Rapports d'Analystes - La société peut fournir une liste de tous les analystes du côté de la vente qui couvrent la société ainsi que les coordonnées pertinentes, mais ne peut pas fournir de liens vers ces sociétés ou les rapports d'analystes.

Documents relatifs aux relations avec les Investisseurs - Les documents relatifs aux relations avec les investisseurs font l'objet d'une section distincte du site Web de la société et comportent un avis informant le lecteur que l'information publiée étaient exactes au moment de leur publication, mais qu'elles peuvent être remplacées par des divulgations ultérieures. Toutes les données publiées sur le site Web, y compris les textes et les documents audiovisuels, indiquent la date à laquelle elles ont été publiées ou la date à laquelle elles ont été modifiées par la suite.

Si Bitfarms envisage de distribuer ses titres, le contenu du site Web de Bitfarms doit être revu avant et pendant l'offre afin d'assurer la conformité avec les lois sur les valeurs mobilières applicables.

10.2 Salles de chat, blogues ou réseaux sociaux

Aucune personne à laquelle s'applique la présente politique ne peut participer à des salons de discussion sur Internet ou à des groupes de discussion, tels que des blogues ou des services de réseautage social, sur des questions relatives à la société ou à ses concurrents, à moins d'y avoir été autorisée par le comité de communication de l'information. Dans tous les cas, cette personne ne peut participer qu'en conformité avec le code de conduite et d'éthique professionnelle de la société et ne peut à aucun moment discuter d'information confidentielles ou d'information matérielle non publiques.

11. Communication avec la Communauté des Investisseurs et les Médias

Sauf autorisation particulière selon les termes de la section 7.1 de cette politique, les employés et autres membres du personnel de Bitfarms qui ne sont pas des porte-parole autorisés ne doivent en aucun cas répondre aux demandes de la communauté des investisseurs ou des médias. Toutes les demandes de ce type seront transmises à un porte-parole autorisé.

11.1 Communication avec les Investisseurs et les Analystes

Seul un porte-parole ou une personne désignée par le directeur général, le directeur financier, le directeur des opérations, le premier vice-président chargé du développement de l'entreprise ou le responsable des relations avec les investisseurs peut communiquer avec les investisseurs et les analystes. La politique de la société en ce qui concerne les interactions avec les investisseurs et les analystes est la suivante : la divulgation sélective doit être évitée; aucune personne à laquelle cette politique s'applique ne doit approuver ou influencer les opinions ou les conclusions des analystes, à l'exception de la simple correction des erreurs factuelles, à condition que ces corrections soient basées sur de l'information non matérielle ou de l'information matérielle qui ont été généralement divulguées; et aucune personne à laquelle cette politique s'applique ne doit distribuer des rapports d'analystes à des personnes extérieures à la société ou approuver publiquement un rapport de cette nature.

11.2 Communication avec les Médias

Les procédures suivantes s'appliquent à la communication avec les médias :

- la Corporation ne fournit pas de MNPI ou de documents connexes à un journaliste sur une base exclusive;
- Les porte-parole ou les personnes recevant des demandes de renseignements doivent informer rapidement le comité de divulgation de toute demande de renseignements de la part des médias. Les cadres supérieurs ou les experts en la matière devraient être utilisés dans les annonces clés, le cas échéant, afin de renforcer la crédibilité et de fournir une information plus éclairée; et
- Les conférences de presse des médias sur les questions financières se déroulent normalement dans des forums distincts de ceux des investisseurs, mais l'accès à l'information divulguée devrait être similaire à tous égards importants. Le directeur général, le président et/ou le directeur financier doivent assister aux conférences de presse pour s'assurer que l'information importante n'a pas été divulguée de manière générale.

12. Rumeurs de Marché

La politique générale de la Société est de ne pas confirmer ni infirmer les rumeurs lorsqu'on lui demande de les commenter. Les porte-parole autorisés devraient simplement déclarer : « Bitfarms a pour politique de ne pas commenter les rumeurs et les spéculations ». Cependant, lorsqu'ils sont autorisés par le comité de divulgation, les porte-parole autorisés peuvent répondre à certaines rumeurs jugées préjudiciables aux intérêts de Bitfarms, si elles ne sont pas réfutées.

13. Préserver l'Information Confidentielles de La Société

13.1 Information sur La Société

Tout administrateur, dirigeant, employé, consultant ou entrepreneur de Bitfarms qui a connaissance d'information confidentielles (que ce information soient ou non de l'information importante) doit garder ce information confidentielles et ne doit les divulguer à personne d'autre qu'au personnel autorisé de Bitfarms qui a un besoin légitime de connaître ce information dans le cadre de ses fonctions et qui a été informé de la nature confidentielle de ce information. Afin d'empêcher l'utilisation abusive ou la divulgation par inadvertance d'information confidentielles, les membres du conseil d'administration de Bitfarms, les dirigeants, les employés, les consultants et les sous-traitants doivent prendre des mesures raisonnables pour protéger l'information confidentielles, y compris ce qui suit :

- ne discutez pas de l'activité de Bitfarms, de ses résultats opérationnels ou financiers, de ses affaires ou de ses perspectives dans des lieux où la discussion peut être entendue ou dans tout forum Internet ou par le biais de toute plateforme de médias sociaux;
- les documents confidentiels ne doivent pas être lus ou affichés dans des lieux publics ou jetés là où ils peuvent être retrouvés;
- les documents et les dossiers contenant de l'information confidentielles doivent être conservés dans un endroit sûr dont l'accès est limité;
- la transmission de documents par courrier électronique, texte ou autres moyens électroniques ne doit se faire que lorsqu'il est raisonnable de supposer que la transmission peut être effectuée et reçue dans des conditions de sécurité; et
- les documents contenant de l'information confidentielles doivent être rapidement retirés des salles de conférence et des espaces de travail après la fin des réunions et les copies supplémentaires de documents confidentiels doivent être détruites.

Tout doit être mis en œuvre pour limiter l'accès à ce information confidentielles aux seules personnes qui ont besoin de les connaître, et ces personnes doivent être informées que ce information doivent rester confidentielles.

Les parties extérieures qui reçoivent ou sont informées de MNP dans le cadre de leurs activités avec Bitfarms doivent confirmer leur engagement de non-divulgation dans un accord de confidentialité écrit.

13.2 Information sur les Tiers

La société est généralement tenue de garder confidentielles l'information qu'elle reçoit de tiers tels que des clients, des fournisseurs, des partenaires commerciaux ou d'autres émetteurs avec lesquels la société est impliquée dans une transaction ou une proposition de transaction. Toute personne à laquelle s'applique la présente politique doit garder ce information de tiers strictement confidentielles et prendre les mêmes mesures à l'égard de

l'information confidentielles du tiers qu'à l'égard de l'information confidentielles de la Société.

13.3 Cours Normal des Affaires

L'information confidentielles peuvent être divulguées à des personnes sélectionnées si cela s'avère nécessaire dans le cadre de l'activité de l'entreprise et sur la base d'un strict besoin d'en connaître. La divulgation dans le cours normal des affaires peut couvrir les communications avec les personnes ou avec les entités énumérées dans l'annexe « C » - **Divulgarion dans le cours normal des affaires**. La personne qui reçoit l'information confidentielles doit être informée de ce qui suit :

- l'information sont confidentielles et ne peuvent être divulguées à quiconque, sauf dans le cadre nécessaire des activités de l'entreprise (et alors seulement avec les approbations appropriées de la Société); et
- et ils ne peuvent pas négocier, ou aider d'autres personnes à négocier, les titres de la société ou d'un tiers tant que l'information confidentielles n'ont pas été divulguées à l'ensemble de la population.

Dans des circonstances appropriées, une partie extérieure recevant de l'information confidentielles dans le cours normal des affaires peut être tenue de signer un accord de confidentialité. La divulgation d'information aux acteurs du marché (y compris les analystes), aux investisseurs institutionnels ou autres et aux médias n'est généralement pas considérée comme faisant partie du cours normal des affaires. Toute personne ayant des doutes quant à la nécessité de divulguer de l'information dans le cadre de la conduite des affaires doit consulter un membre du comité de divulgation.

14. La Divulgation Sélective

Tous les membres du conseil d'administration, les dirigeants, les employés, les consultants et les contractants de Bitfarms sont légalement tenus de ne pas divulguer d'information confidentielles, y compris de l'information matérielle non publiques, à quiconque en dehors de Bitfarms. La divulgation de ce information qui n'ont pas été rendues publiques à toute personne ou groupe sélectionné, y compris les analystes en investissement, les investisseurs institutionnels, les autres professionnels du marché et les médias, est considérée comme une divulgation sélective. La divulgation sélective est illégale et interdite.

14.1 Situations Nécessitant une Divulgation

La société peut être tenue de divulguer une information importante par voie de communiqué de presse dans les circonstances suivantes :

- **Divulgation sélective par inadvertance** - si la société apprend, ou a de bonnes raisons de croire, que des MNPI, ou des rumeurs à ce sujet, ont été divulguées par inadvertance à des personnes sélectionnées, ou ont fait l'objet d'une fuite;
- **Utilisation abusive d'une information importante** - si la société apprend, ou a des motifs raisonnables de croire, que quelqu'un négocie les titres de la société en ayant connaissance de l'IPMM ou de rumeurs à ce sujet (par exemple, si les titres de la société font l'objet d'une activité commerciale inhabituelle); ou
- **Erreurs dans une communication antérieure** - si la société apprend qu'une communication antérieure contenait une erreur matérielle au moment où elle a été

faite, et que la correction constitue une information importante. En attendant que l'information importante soit divulguée de manière générale, la Société doit communiquer avec les personnes à qui l'IPMM a été communiquée et les informer (i) que l'information est une IPMM; et (ii) qu'elles ont l'obligation légale de ne pas divulguer l'information à d'autres personnes ou de ne pas négocier les titres de la Société ou les titres de tout autre émetteur qui est concerné par l'information importante.

15. Délit d'Initié

La législation sur les valeurs mobilières interdit à toute personne ayant une relation privilégiée avec un émetteur assujetti d'effectuer des opérations sur les titres de cet émetteur en ayant connaissance d'information importante le concernant qui n'ont pas été rendues publiques. Cette activité interdite est communément appelée « délit d'initié ». Le délit d'initié dépasse le cadre de la présente politique. (Voir la politique de Bitfarms en matière d'opérations sur titres pour en savoir davantage sur les délits d'initiés).

16. Les conséquences du Non-Respect de la Politique

Le non-respect de cette politique peut avoir des conséquences graves, notamment des mesures disciplinaires internes ou la cessation de l'emploi ou des accords de consultation sans préavis ni indemnité. La violation de cette politique peut également constituer une violation de certaines lois sur les valeurs mobilières ainsi que des règles et des réglementations boursières et s'il apparaît qu'un administrateur, un dirigeant ou un employé a pu violer ces lois ou ces réglementations, Bitfarms peut en référer aux autorités réglementaires appropriées, ce qui pourrait conduire à des pénalités, des amendes ou même éventuellement à une peine d'emprisonnement.

17. Certification Annuelle

Tous les membres du conseil d'administration et les dirigeants de Bitfarms, ainsi que tous les employés, consultants et sous-traitants désignés par le conseil d'administration de Bitfarms Ltd. doivent fournir une attestation annuelle de conformité à cette politique, comme le prévoit le code de conduite et d'éthique des affaires.

Le directeur général de Bitfarms est chargé de s'assurer que les certifications annuelles sont obtenues au plus tard à la fin du premier trimestre fiscal de chaque année pour tous les membres du conseil d'administration, les dirigeants, les employés spécifiés, les consultants spécifiés et les contractants spécifiés et de fournir une confirmation écrite au conseil d'administration que ces certifications ont été obtenues et de résumer les résultats de ces certifications.

18. Révision de la Politique

Le conseil d'administration de Bitfarms Ltd. révisera et évaluera chaque année cette politique afin de déterminer si elle est efficace pour assurer une divulgation précise, complète et opportune conformément aux obligations de divulgation de Bitfarms.

19. Requêtes

Si vous avez des questions sur la manière dont cette politique doit être suivie dans un cas particulier, veuillez communiquer avec le directeur financier.

Daté:

12 juin 2019

Révisé et mis à jour: 21 février 2025 (précédemment révisé le 11 décembre 2023 et le 17 février 2022)
Approuvé par: Conseil d'administration

ANNEXE « A »

DÉFINITIONS

On entend par "Initié" :

- (a) tous les membres du conseil d'administration, les dirigeants, les employés, les entrepreneurs et les consultants de Bitfarms qui reçoivent ou ont accès à de l'information matérielle non publiques (telles que définies dans la section 6.2), y compris les membres de leur famille immédiate, les membres de leur foyer, ainsi que les partenariats, les fiducies, les sociétés, les successions, les REER et les entités similaires sur lesquels l'une de ces personnes exerce un contrôle ou une direction;
- (b) un membre du conseil d'administration ou un dirigeant d'une personne ou d'une société qui est elle-même un initié ou une filiale de Bitfarms;
- (c) une personne ou une entreprise qui a:
 - i. la propriété effective, le contrôle ou la direction, directement ou indirectement, de titres de Bitfarms représentant plus de 10 % des droits de vote attachés à tous les titres avec droit de vote en circulation de Bitfarms, à l'exclusion, aux fins du calcul du pourcentage détenu, de tout titre détenu par la personne ou la société en tant que preneur ferme dans le cadre d'une distribution, ou
 - ii. une combinaison de propriété effective et de contrôle ou de direction, directement ou indirectement, sur des titres de Bitfarms représentant plus de 10 % des droits de vote attachés à tous les titres avec droit de vote en circulation de Bitfarms, à l'exclusion, aux fins du calcul du pourcentage détenu, de tout titre détenu par la personne ou la société en tant que preneur ferme dans le cadre d'une distribution;
- (d) Bitfarms elle-même, si elle a acheté, remboursé ou acquis d'une autre manière un titre de sa propre émission, tant qu'elle continue à détenir ce titre;
- (e) une personne ou une société désignée comme initié dans une ordonnance rendue en vertu de l'article 1(11) de la Loi sur les valeurs mobilières (Ontario); et
- (f) une personne ou une société qui fait partie d'une catégorie de personnes ou de sociétés désignées en vertu du sous-alinéa 40(v) du paragraphe 143(1) de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario).

On entend par « **Personne ou Société Entretienant des Relations Particulières avec la Société** »:

- (a) une personne ou une société qui est un initié, un affilié ou un associé de,
 - i. Bitfarms;
 - ii. une personne ou une société qui envisage ou évalue la possibilité de faire une offre publique d'achat, telle que définie dans la partie XX de la Loi sur les valeurs mobilières (Ontario), pour les titres de Bitfarms; ou
 - iii. une personne ou une société qui envisage ou évalue la possibilité de devenir partie à une réorganisation, une fusion, un arrangement ou un regroupement d'entreprises similaire avec Bitfarms ou d'acquérir une partie substantielle de ses biens.
- (b) une personne ou une société qui s'engage, envisage ou évalue la possibilité de s'engager ou qui propose de s'engager dans une activité commerciale ou professionnelle avec ou au nom

de Bitfarms ou avec ou au nom d'une personne ou d'une société décrite dans le sous-paragraphe (a) (ii) ou (iii);

- (c) une personne qui est administrateur, dirigeant ou employé de Bitfarms Ltd, d'une filiale de Bitfarms ou d'une personne ou d'une société qui contrôle, directement ou indirectement, Bitfarms, ou d'une personne ou d'une société décrite dans le sous-paragraphe (a) (ii) ou (iii) ou dans la clause (b);
- (d) une personne ou une société qui a appris le fait important ou le changement important concernant Bitfarms alors que la personne ou la société était une personne ou une société décrite dans la clause (a), (b) ou (c); ou
- (e) une personne ou une société qui apprend un fait important ou un changement important concernant Bitfarms de la part de toute autre personne ou société décrite dans ce paragraphe, y compris une personne ou une société décrite dans cette clause, et qui sait ou devrait raisonnablement savoir que l'autre personne ou société est une personne ou une société dans une telle relation.

On entend par "**Initié Déclarant**" un initié de Bitfarms si l'initié est:

- (a) Le PDG, le directeur financier ou le directeur de l'exploitation de Bitfarms, ou un actionnaire important de Bitfarms ou d'une filiale majeure de Bitfarms, tel que défini dans l'instrument national canadien 55-104;
- (b) Un administrateur de Bitfarms, d'un actionnaire important de Bitfarms ou d'une filiale importante de Bitfarms;
- (c) Personne ou société responsable d'une unité commerciale, d'une division ou d'une fonction principale de Bitfarms;
- (d) Actionnaire important de Bitfarms;
- (e) Un actionnaire important sur la base de la propriété effective post-conversion des titres de Bitfarms et le PDG, le directeur financier, le directeur de l'exploitation et tous les administrateurs de l'actionnaire important sur la base de la propriété effective post-conversion;
- (f) Une société de gestion qui fournit des services de gestion ou d'administration importants à Bitfarms ou à une filiale majeure de Bitfarms, chaque directeur de la société de gestion, chaque PDG, directeur financier et directeur de l'exploitation de la société de gestion, et chaque actionnaire important de la société de gestion;
- (g) Une personne exerçant des fonctions similaires à celles exercées par l'un des initiés décrits aux paragraphes (a) à (f);
- (h) Bitfarms elle-même, si elle a acheté, remboursé ou acquis d'une autre manière une valeur mobilière de sa propre émission, tant qu'elle continue à détenir cette valeur mobilière; ou
- (i) Tout autre initié que celui-là :
 - i. reçoit ou a accès, dans le cours normal de ses activités, à de l'information sur des faits importants ou des changements importants concernant Bitfarms avant que ces faits ou ces changements importants ne soient généralement divulgués; et
 - ii. exerce, ou a la capacité d'exercer, directement ou indirectement, un pouvoir ou une influence significatifs sur les activités, les opérations, le capital ou le développement de

Bitfarms.

ANNEXE « B »

EXEMPLES D'INFORMATION POTENTIELLEMENT IMPORTANTE

Voici des exemples d'information qui constitueraient de l'information importante si elles entraînaient, ou si l'on pouvait raisonnablement s'attendre à ce qu'elles entraînent, un changement significatif du cours ou de la valeur de l'un des titres cotés en bourse de l'un des émetteurs assujettis:

Changements dans la Structure de La Société

- les modifications de l'actionnariat susceptibles d'affecter le contrôle de la société;
- une fusion, une réorganisation ou un regroupement important;
- les offres publiques d'achat portant sur les titres de la société ou sur les titres d'une autre société, ou les offres de la société portant sur ses propres titres; et
- les modifications des documents de la charte (y compris les modifications des statuts).

Changements dans la Structure du Capital

- la vente publique ou privée de titres supplémentaires;
- les rachats ou les remboursements de titres prévus;
- les consolidations, subdivisions, dividendes en actions, offres de droits ou échanges d'actions prévus;
- un changement dans les paiements ou les politiques de dividendes de la société;
- le déclenchement éventuel d'une course aux procurations; et
- des modifications importantes des droits des détenteurs de titres.

Changements dans les Résultats Financiers

- un changement significatif des bénéfices attendus dans un avenir proche, par exemple au cours du prochain trimestre fiscal;
- des changements inattendus dans les résultats financiers pour n'importe quelle période;
- des changements dans la situation financière, tels que des réductions de flux de trésorerie, des amortissements ou des dépréciations d'actifs importants;
- les changements dans la valeur ou la composition des actifs de la société; et
- toute modification importante de la politique comptable de la société;

Changements dans les Activités et les Opérations

- tout développement affectant les ressources, la technologie, les produits ou les marchés de la société;
- un changement important dans les plans d'investissement ou les objectifs de la Société;
- des conflits du travail importants ou des conflits avec des entrepreneurs ou des fournisseurs importants;
- de nouveaux contrats, produits, brevets ou services significatifs ou de pertes significatives de contrats ou d'activités;
- des découvertes significatives;

- les changements au conseil d'administration, à la direction générale ou au certificateur;
- l'engagement ou l'évolution de procédures judiciaires ou de questions réglementaires importantes;
- les dérogations aux règles d'éthique et de conduite de l'entreprise pour les membres du conseil d'administration, les dirigeants et d'autres employés clés;
- toute notification indiquant qu'il n'est plus possible de se fonder sur un audit antérieur; et
- la radiation des titres de la société ou leur passage d'un système de cotation ou d'une bourse à une autre.

Acquisitions et Cessions

- une acquisition ou une cession importante d'actifs, de biens ou d'intérêts dans une coentreprise; et
- les acquisitions d'autres entreprises, y compris une offre publique d'achat ou une fusion avec une autre entreprise.

Changements dans les Accords de Crédit

- l'emprunt ou le prêt d'une somme d'argent importante dans le cadre des activités et des opérations de la société;
- l'hypothèque ou le nantissement des actifs de la Corporation les défauts de paiement, les accords de restructuration de la dette ou les procédures d'exécution prévues par une banque ou tout autre créancier;
- les changements dans les décisions des agences de notation; et
- de nouveaux accords de crédit importants.

ANNEXE « C »

Divulgateion dans le cours normal des affaires (sur la base de la politique nationale 51-201)

La divulgation dans le cadre de l'activité professionnelle peut couvrir les communications avec les personnes ou avec les entités énumérées ci-dessous :

- a) les vendeurs, les fournisseurs ou les partenaires stratégiques sur des questions telles que la recherche et le développement, les ventes et le marketing et les contrats d'approvisionnement;
- b) Les membres du conseil d'administration, les dirigeants et les autres employés;
- c) les prêteurs, les conseillers juridiques, les auditeurs, les souscripteurs;
- d) les conseillers financiers et autres conseillers professionnels de la société;
- e) les parties aux négociations en ce qui concerne les questions faisant l'objet des négociations ou les affectant, y compris les questions liées à la réalisation d'une offre publique d'achat, d'un regroupement d'entreprises ou d'une acquisition;
- f) les syndicats et les associations industrielles;
- g) les agences gouvernementales et les régulateurs non gouvernementaux;
- h) les agences de notation de crédit (à condition que l'information soit divulguée dans le but d'aider l'agence à formuler une notation de crédit et que les notations de l'agence soient généralement ou seront accessibles au public);
- i) les investisseurs dans le cadre d'un placement privé; et
- j) les actionnaires de contrôle de la société, dans certaines circonstances limitées.



DISCLOSURE AND CONFIDENTIALITY POLICY

1. Statement of Policy

Bitfarms Ltd., its subsidiaries, and affiliated companies (hereinafter jointly referred to as “**Bitfarms**” or the “**Corporation**”) is committed to maintaining the highest standards of integrity and accountability in its business affairs while seeking to grow its business and enhance shareholder value. The guidelines and principles governing Bitfarms’ business conduct are set out in the Code of Business Conduct and Ethics (the “**Code**”) available at www.bitfarms.com.

As part of its commitment to ethical and responsible business conduct, and to comply with applicable securities laws, Bitfarms has put in place this Disclosure and Confidentiality Policy (the “**Policy**”). This Policy is complemented by the Corporation’s Securities Trading Policy, available at www.bitfarms.com.

Unless otherwise stated, all defined terms in this Policy have the meaning set out in Schedule “A.”.

2. General Principles

It is a fundamental principle in applicable securities laws and stock exchange rules that everyone who invests in or is making an investment decision with respect to securities of a publicly-listed Corporation should have equal and timely access to Material Information that may affect their investment decisions. Accordingly, under applicable securities laws and stock exchange rules:

- 2.1 every publicly-listed company must make prompt disclosure of all Material Information relating to the Corporation;
- 2.2 every Insider of a publicly-listed company and others who are in a Special Relationship with the Corporation (as such terms are defined in Schedule “A”), who have material non-public Information (“MNPI”) about the Corporation are not permitted to:
 - inform (tip) others of MNPI, except in the necessary course of business; or
 - purchase or sell securities of the Corporation while in the possession of MNPI; and
- 2.3 every Reporting Insider of a publicly-listed company must report their trades in securities of the Corporation according to the Corporation’s Securities Trading Policies, available at www.bitfarms.com.

3. Objectives

The purpose of this Policy is to ensure the timely and accurate disclosure of Material Information relating to the Corporation in accordance with applicable securities laws, rules and regulations and stock exchange rules, including, as applicable, the Toronto Stock Exchange (the “**TSX**”) and/or the Nasdaq Stock Market (“**NASDAQ**”), to protect the improper use or disclosure of Material Information or confidential information about the Corporation.

In addition, we are committed to practices that help ensure accurate, wide and timely dissemination of Material Information to our shareholders, the investment community and the public in general. This includes balanced communications, non-selective disclosure, and use of communications technology to facilitate fair access to such information.

4. Scope of this Policy

4.1 Individuals Subject to this Policy

- **General** - This Policy applies to all Board members, officers, employees, consultants

and contractors of the Corporation and/or its affiliates and anyone associated with any of the foregoing individuals, including their household members, holding companies or any trust or estate in which the director, officer, employee or consultant has a substantial interest.

- **Insiders** - Insiders of the Corporation (as defined in Schedule “A”). Reporting Insiders are subject to additional obligations, please refer to Bitfarms’ Securities Trading Policy.

Copies of this Policy are made available to all persons bound by it, either directly or by posting of the Policy on Bitfarms’ website at www.bitfarms.com All Board members, officers and employees will be informed whenever significant changes are made, and new personnel will be provided with a copy.

4.2 Communications Subject to This Policy

This Policy applies to all disclosure made by the Corporation, including:

- news releases;
- documents filed with securities regulators and stock exchanges, such as management information circulars, annual information forms, annual and interim financial statements and related management’s discussion and analysis, prospectuses, issuer bid circulars, directors’ circulars and material change reports;
- speeches, press conferences and management presentations;
- interviews with market participants (including analysts), institutional or other investors and the media;
- communications with shareholders;
- information posted on the Corporation’s website or authorized social media outlets;
- email and other electronic communications; and
- non-public information provided to rating agencies and regulators.

5. Material Information

As used in this Policy, the term “Material Information” refers to any information relating to the business and affairs of Bitfarms and its subsidiaries that if disclosed, would likely influence a reasonable investor’s decision to buy, hold, or sell Bitfarms’ stock, or is likely to have a substantial effect on the stock price. It includes, among other things, a material change in the business, operations or capital of the Corporation that would reasonably be expected to have a significant effect on the market price or value of any of the Corporation’s securities and includes a decision by the Board of Directors or by senior management (where management believes that Board of Directors’ confirmation of the decision is probable) to implement a material change.

The determination of whether or not information is Material Information often involves the exercise of difficult business judgment based on experience. Examples of information which may be Material Information include but are not limited to those examples listed on Schedule “B”, under “Examples of Potentially Material Information”.

6. Disclosure Committee

The Corporation has appointed a Disclosure Committee, responsible for overseeing the accuracy, completeness, and timeliness of information disclosed to shareholders, investors, regulatory bodies, and

the public. The Disclosure Committee is composed of The Chief Financial Officer, Chief Operating Officer, General Counsel or senior legal official or Corporate Secretary, Chief of Investor Relations, and Director of communications and marketing.

7. Spokespersons

7.1 Individuals Who Are Authorized to Speak on Behalf of the Corporation

Only the Chief Executive Officer, Chief Financial Officer, Chief Operating Officer, the SVP Mining Operation, the North America General Counsel, the SVP Human Resources, Senior Vice President Corporate Development Head of Investor Relations or any Person designated by the Chief Executive Officer, are authorized spokespersons for Bitfarms (other than, in the case of employees of the Corporation, in the usual and necessary course of business) (each, a “**Spokesperson**”). Only the designated Spokespersons of Bitfarms can make public oral or written statements on behalf of the Corporation or otherwise communicate on behalf of the Corporation with market participants including analysts, potential investors, the media, shareholders or rating agencies.

7.2 Referral of Inquiries

Anyone approached to comment on the Corporation’s business or affairs (except employees in the usual course of business) must refer all inquiries to the Head of Investor Relations (for investor and analyst-related matters) or to the Director of Communications and Marketing for press-related and other matters.

8. Disclosure of Material Information

8.1 Factual and Balanced

Material Information disclosed by the Corporation must comply generally with the following requirements: (a) the disclosure must be factual, balanced and must not be misleading; (b) the disclosure must include any information the omission of which would make the disclosure misleading; and (c) unfavourable information must be disclosed as promptly and completely as favourable information.

8.2 Press Releases or Filings

The Corporation will promptly disclose all Material Information that is required to be disclosed under applicable securities laws and stock exchanges rules by issuing a news release or public filing.

8.3 Confidential Material Information

In restricted circumstances when it is determined by the Disclosure Committee that the general disclosure of Material Information would be unduly detrimental to the Corporation’s interests (for example, if general disclosure of the Material Information would prejudice negotiations in a corporate transaction), the Disclosure Committee may authorize the filing of a confidential material change report, with the appropriate securities commissions, Investment Industry Regulatory Organization (“IIROC”), the Toronto Stock Exchange or NASDAQ, as required by applicable securities laws and stock exchange rules.

In such cases, the Disclosure Committee shall promptly advise the Board of Directors of the fact that a confidential material change report was filed and distribute a copy of the confidential material change report to the Board of Directors, together with the Disclosure

Committee's reasons for concluding that it would be unduly detrimental to Corporation's interests for the Material Information to be generally disclosed.

The Disclosure Committee will also ensure all persons with knowledge of the confidential Material Information maintain complete confidentiality and not disclose the information to any other person, except in the necessary course of business. According to the terms of the Securities Trading Policy, a Blackout Period (as defined in Section 7.1. of the Corporation's Securities Trading Policy) may be imposed to these persons.

The Disclosure Committee shall promptly disclose the Material Information generally when the Disclosure Committee determines the basis for confidentiality ceases to exist.

9. Forward-Looking Information

Forward-looking information may enable shareholders and the investment community to better evaluate the Corporation and its prospects. If Bitfarms decides to or is required to disclose forward-looking information, in any disclosure document, presentation or other oral or written public communication, it shall comply with all applicable legal requirements, including the following:

- forward-looking information shall only be released in circumstances determined by one or more of the Chief Executive Officer, the Chief Financial Officer, the Chief Operating Officer, or the Disclosure Committee;
- such information will be clearly identified as forward looking and will be accompanied by appropriate contingency and cautionary language or notices, which shall refer to the risks and uncertainties that may cause the results to differ materially from those projected in the statements;
- all material assumptions used in the preparation of the forward-looking information shall be described in reasonable detail;
- all forward-looking information shall be accompanied by a statement that disclaims Bitfarms' intention or obligation to update or revise the forward-looking information, whether the result of new information, future events or otherwise. Notwithstanding this disclaimer, should subsequent events prove past statements to be materially different, Bitfarms may in its discretion choose to update or revise the forward-looking information, subject to any requirements to do so under applicable securities laws and exchange regulations;
- at the beginning of any conference call or presentation, a Spokesperson shall make a statement that forward-looking information may be discussed. This shall include appropriate cautionary language or references to cautionary statements contained in publicly available documents containing the assumptions, sensitivities and a full discussion of the risks and uncertainties;
- if Bitfarms has issued a forecast or projection in connection with an offering document pursuant to applicable securities laws, Bitfarms shall update that forecast or projection as required by applicable securities laws and exchange regulations; and
- The Corporation will take any other steps the Disclosure Committee deems appropriate to take advantage of the safe harbour for forward-looking statements created by the U.S. Private Securities Litigation Reform Act of 1995.

10. Electronic Communications

All communications, including electronic communications, must comply with applicable securities laws. Electronic communications include electronic mail, websites, blogs, social media accounts, the Canadian System for Electronic Document Analysis and Retrieval (“**SEDAR**”) and the U.S. Electronic Data, Gathering, Analysis, and Retrieval System (“**EDGAR**”).

10.1 Website

The Corporation’s website should not contain any disclosure that would, whether through website architecture, overt statement or omission, materially misrepresent the Corporation or its business prospects or financial status. Disclosure of Material Information on the website does not constitute general disclosure and is not adequate disclosure of Material Information.

Links to Third Party Sites - Unless approved by the Disclosure Committee, the Corporation’s website may not link to a third-party website. In the event such a link is permitted, it should include a notice that advises the reader that they are leaving the website, and that the Corporation is not responsible for the contents of the other site.

Analyst Reports - The Corporation may provide a list of all sell-side analysts covering the Corporation with relevant contact information, but may not provide links to those firms or the analyst reports.

Investor Relations Material - Investor relations material shall be contained within a separate section of the Corporation’s website and will include a notice that advises the reader that the information posted was accurate at the time of posting but may be superseded by subsequent disclosures. All data posted to the website, including text and audiovisual material, shall show the date such material was issued or the date it was subsequently amended.

If Bitfarms is considering a distribution of its securities, the content of the Bitfarms website must be reviewed before and during the offering to ensure compliance with applicable securities laws.

10.2 Chat Rooms, blogs or social networking

No person to whom this Policy applies may participate in internet chat rooms or newsgroup discussions, such as blogs or social networking services, on matters pertaining to the Corporation or its competitors, unless that person has been authorized to do so by the Disclosure Committee. And in any case, that person may only participate in accordance with the Corporation’s Code of Business Conduct and Ethics, and may not at any time discuss confidential information or material non-public information.

11. Communication with Investment Community and Media

Unless specifically authorized according to the terms of Section 7.1 of this Policy, employees and other Bitfarms personnel who are not authorized spokespersons must not respond under any circumstances to inquiries from the investment community or media. All such inquiries will be referred to an authorized spokesperson.

11.1 Communication with Investors and Analysts

Only a Spokesperson or a person designated by the Chief Executive Officer, Chief Financial Officer, Chief Operating Officer, Senior Vice President Corporate Development or Head of

Investor Relations may communicate with investors and analysts. The Corporation's policy with respect to interactions with investors and analysts is as follows: selective disclosure must be avoided; no person to whom this Policy applies shall approve or influence analyst opinions or conclusions, aside from merely correcting factual errors, provided that such corrections are based on non-Material Information or Material Information that has been generally disclosed; and no person to whom this Policy applies shall distribute analyst reports to persons outside the Corporation or otherwise publicly endorse such a report.

11.2 Communication with the Media

In communicating with the media, the following procedures shall be followed:

- the Corporation shall not provide any MNPI or related documents to a reporter on an exclusive basis;
- Spokespersons or those receiving any inquiries should promptly inform the Disclosure Committee of all media inquiries. Senior management or subject matter experts should be utilized in key announcements, as appropriate, to build credibility and provide more informed disclosure; and
- Media news conferences on financial matters are normally conducted in separate forums from investors but access to information disclosed should be similar in all material respects. The Chief Executive Officer, the President and/or the Chief Financial Officer should attend media conferences to monitor that Material Information has not been generally disclosed.

12. Market Rumours

The Corporation's general policy is to neither confirm nor deny rumours when asked to comment. Authorized Spokespeople should simply state, "Bitfarms has a policy that we do not comment on rumours and speculation." However, when authorized by the Disclosure Committee, Authorized Spokespeople may respond to certain rumours that are deemed harmful to Bitfarms interests, if not rebutted.

13. Maintaining Confidential Corporate Information

13.1 Corporate Information

Any director, officer, employee, consultant or Contractor of Bitfarms who is privy to confidential information (regardless of whether such information is also Material Information) should maintain such information in confidence and should not disclose such information to anyone other than authorized Bitfarms' personnel who have a legitimate need to know such information in connection with their duties and who have been advised of the confidential nature of such information. In order to prevent the misuse or inadvertent disclosure of confidential information, Bitfarms Board members, officers, employees, consultants and contractors should take reasonable steps to safeguard confidential information, including the following:

- do not discuss Bitfarms' business, operating or financial results, affairs or prospects in places where the discussion may be overheard or in any Internet forum or through any social media platform;
- confidential documents should not be read or displayed in public places or discarded where they can be retrieved;
- documents and files containing confidential information should be kept in a safe

place with restricted access;

- transmission of documents by email, text or other electronic means should be made only where it is reasonable to assume that transmission can be made and received under secure conditions; and
- documents containing confidential information should be promptly removed from conference rooms and work areas after meetings have concluded and extra copies of confidential documents should be destroyed.

Every effort shall be made to limit access to such confidential information to only those who need to know the information, and such persons shall be advised that the information is to be kept confidential.

Outside parties who receive or are privy to MNP in the course of conducting business with Bitfarms must confirm their commitment to non-disclosure in a written confidentiality agreement.

13.2 Third Party Information

The Corporation is generally required to keep confidential information it receives from third parties such as customers, suppliers, business partners or other issuers with which the Corporation is involved in a transaction or proposed transaction. Any person to whom this Policy applies must keep this third-party information strictly confidential and take the same measures with respect to the confidential information of the third party as they take with respect to confidential information of the Corporation.

13.3 Necessary Course of Business

Confidential information may be disclosed to selected individuals if doing so is in the necessary course of business and on a strict need-to-know basis. Disclosure in the necessary course of business may cover communications with those persons or entities listed on Schedule "C" - **Disclosure in the Necessary Course of Business**. The individual receiving the confidential information must be advised that:

- the information is confidential and may not be disclosed to anyone else, other than in the necessary course of business (and then only with appropriate Corporation approvals); and
- and they cannot trade, or assist others to trade, in the Corporation's or third party's securities until the confidential information is generally disclosed.

In appropriate circumstances, an outside party receiving confidential information in the necessary course of business may be required to sign a confidentiality agreement. Disclosure to market participants (including analysts), institutional or other investors and the media is generally not considered to be in the necessary course of business. Anyone who is uncertain about whether disclosure is in the necessary course of business should consult with a member of the Disclosure Committee.

14. Selective Disclosure

All Board members, officers, employees, consultants and contractors of Bitfarms are legally bound not to disclose confidential information, including material non-public information, to anyone outside of Bitfarms. Disclosure of such information that has not been publicly disclosed to any person or select group, including investment analysts, institutional investors, other market professionals and the media, is

considered selective disclosure. Selective disclosure is illegal and is prohibited.

14.1 Situations Requiring Disclosure

The Corporation may be required to disclose Material Information by news release in the following circumstances:

- **Inadvertent Selective Disclosure** – if the Corporation becomes aware, or has reasonable grounds to believe, that MNPI, or rumours about it, has been inadvertently disclosed to selected individuals, or leaked;
- **Misuse of Material Information** – if the Corporation becomes aware, or has reasonable grounds to believe, that someone is trading the Corporation's securities with knowledge of MNPI, or rumours about it (for example, if there is unusual trading activity in the Corporation's securities); or
- **Errors in Previous Disclosure** – if the Corporation learns that previous disclosure contained a material error at the time it was given, and the correction constitutes Material Information. Pending the Material Information being disclosed generally, the Corporation shall contact the persons to whom the MNPI was disclosed and inform them (i) that the information is MNPI; and (ii) that they have a legal obligation to not disclose the information to others or to trade in securities of Corporation, or the securities of any other issuer that is affected by the Material Information.

15. Insider Trading

Securities legislation prohibits anyone in a Special Relationship with a Reporting Issuer from trading in securities of the Reporting Issuer with knowledge of Material Information regarding the Reporting Issuer that has not been Generally Disclosed. This prohibited activity is commonly known as “insider trading.” Insider trading is beyond the scope of this Policy. (See the Bitfarms [Securities Trading Policy](#) for further requirements on insider trading.)

16. Consequences of Non-Compliance with this Policy

Failure to comply with this Policy may result in severe consequences, which could include internal disciplinary action or termination of employment or consulting arrangements without notice or compensation. The violation of this Policy may also violate certain securities laws as well as exchanges rules and regulations and if it appears that a director, officer or employee may have violated such laws or regulations, Bitfarms may refer the matter to the appropriate regulatory authorities, which could lead to penalties, fines or even possibly imprisonment.

17. Annual Certification

All Board members and officers of Bitfarms, together with any employees, consultants and contractors specified by the Board of Directors of Bitfarms Ltd., shall provide annual certification of compliance with this Policy as determined in the Code of Business Conduct and Ethics.

The Chief Executive Officer of Bitfarms shall be responsible for ensuring that annual certifications are obtained on or before the end of the first fiscal quarter of each year for all Board members, officers, specified employees, specified consultants and specified contractors and for providing written confirmation to the Board of Directors that such certifications have been obtained and summarizing the results thereof.

18. Review of Policy

The Board of Directors of Bitfarms Ltd. shall annually review and evaluate this Policy to determine whether the Policy is effective in ensuring accurate, complete and timely disclosure in accordance with Bitfarms' disclosure obligations.

19. Queries

If you have any questions about how this Policy should be followed in a particular case, please contact the Chief Financial Officer.

Dated: June 12, 2019

Revised and Updated: February 21, 2025 (Previously revised on December 11, 2023, and (Previously February 17, 2022)

Approved by: Board of Directors

SCHEDULE "A"

DEFINITIONS

"Insider" means:

- (a) all Board members, Officers, employees, contractors and consultants of Bitfarms and who receive or have access to Material Non-Public Information (as defined in section 6.2), including members of their immediate families, members of their households, as well as the partnerships, trusts, corporations, estates, RRSPs, and similar entities over which any of these individuals exercise control or direction;
- (b) a Board member or Officer of a person or company that is itself an insider or subsidiary of Bitfarms;
- (c) a person or company that has:
 - i. beneficial ownership of, or control or direction over, directly or indirectly, Securities of Bitfarms carrying more than 10 per cent of the voting rights attached to all Bitfarms' outstanding voting Securities, excluding, for the purpose of the calculation of the percentage held, any Securities held by the person or company as underwriter in the course of a distribution, or
 - ii. a combination of beneficial ownership of, and control or direction over, directly or indirectly, Securities of Bitfarms carrying more than 10 per cent of the voting rights attached to all Bitfarms' outstanding voting Securities, excluding, for the purpose of the calculation of the percentage held, any Securities held by the person or company as underwriter in the course of a distribution;
- (d) Bitfarms itself, if it has purchased, redeemed or otherwise acquired a Security of its own issue, for so long as it continues to hold that Security;
- (e) a person or company designated as an insider in an order made under section 1(11) Securities Act (Ontario); and
- (f) a person or company that is in a class of persons or companies designated under subparagraph 40(v) of subsection 143(1) of the *Securities Act* (Ontario).

"Person or company in a Special Relationship with the Corporation" means:

- (a) a person or company that is an insider, affiliate or associate of,
 - i. Bitfarms;
 - ii. a person or company that is considering or evaluating whether to or is proposing to make a take-over bid, as defined in Part XX of the Securities Act (Ontario), for the Securities of Bitfarms; or
 - iii. a person or company that is considering or evaluating whether to or is proposing to become a party to a reorganization, amalgamation, merger or arrangement or similar business combination with Bitfarms or to acquire a substantial portion of its property.
- (b) a person or company that is engaging in, considering or evaluating whether to engage in or that proposes to engage in any business or professional activity with or on behalf of Bitfarms or with or on behalf of a person or company described in sub-clause (a) (ii) or (iii);
- (c) a person who is a director, Officer or employee of Bitfarms Ltd., a subsidiary of Bitfarms or a

person or company that controls, directly or indirectly, Bitfarms, or of a person or company described in sub-clause (a) (ii) or (iii) or clause (b);

- (d) a person or company that learned of the material fact or material change with respect to Bitfarms while the person or company was a person or company described in clause (a), (b) or (c); or
- (e) a person or company that learns of a material fact or material change with respect to Bitfarms from any other person or company described in this subsection, including a person or company described in this clause, and knows or ought reasonably to have known that the other person or company is a person or company in such a relationship.

“Reporting Insider” means an insider of Bitfarms if the insider is:

- (a) The CEO, CFO or COO of Bitfarms, or a significant shareholder of Bitfarms or of a Major Subsidiary of Bitfarms, as it is defined in Canadian National Instrument 55-104;
- (b) A director of Bitfarms, of a significant shareholder of Bitfarms or of a Major Subsidiary of Bitfarms;
- (c) A person or company responsible for a principal business unit, division or function of Bitfarms;
- (d) A significant shareholder of Bitfarms;
- (e) A significant shareholder based on post-conversion beneficial ownership of Bitfarms’ Securities and the CEO, CFO, COO and every director of the significant shareholder based on post-conversion beneficial ownership;
- (f) A management company that provides significant management or administrative services to Bitfarms or a Major Subsidiary of Bitfarms, every director of the management company, every CEO, CFO and COO of the management company, and every significant shareholder of the management company;
- (g) An individual performing functions similar to the functions performed by any of the insiders described in paragraphs (a) to (f);
- (h) Bitfarms itself, if it has purchased, redeemed or otherwise acquired a Security of its own issue, for so long as it continues to hold that Security; or
- (i) Any other insider that:
 - i. in the ordinary course receives or has access to information as to material facts or material changes concerning Bitfarms before the material facts or material changes are Generally Disclosed; and
 - ii. directly or indirectly, exercises, or has the ability to exercise, significant power or influence over the business, operations, capital or development of Bitfarms.

SCHEDULE "B"

EXAMPLES OF POTENTIALLY MATERIAL INFORMATION

The following are examples of information that would be Material Information if they result in, or would reasonably be expected to result in, a significant change in the market price or value of any of the listed securities of any one of the Reporting Issuers:

Changes in Corporate Structure

- changes in share ownership that may affect control of the Corporation;
- a significant amalgamation, reorganization or merger;
- takeover bids in respect of the Corporation's securities or securities of another company or bids by the Corporation for its own securities; and
- amendments to charter documents (including, amendments to articles of incorporation and bylaws).

Changes in Capital Structure

- public or private sales of additional securities;
- planned repurchases or redemptions of securities;
- planned consolidations, subdivisions, stock dividends, rights offerings or share exchanges;
- a change in the Corporation's dividend payments or policies;
- possible initiation of a proxy fight; and
- material modifications to the rights of security holders.

Changes in Financial Results

- a significant change in expected earnings in the near future, such as in the next fiscal quarter;
- unexpected changes in the financial results for any periods;
- shifts in financial circumstances, such as cash flow reductions, major asset write-offs or write-downs;
- changes in the value or composition of the Corporation's assets; and
- any material change in the Corporation's accounting Policy;

Changes in Business and Operations

- any development that affects the Corporation's resources, technology, products or markets;
- a significant change in capital investment plans or corporate objectives;
- major labour disputes or disputes with major contractors or suppliers;
- significant new contracts, products, patents or services or significant losses of contracts or business;
- significant discoveries;
- changes to the Board of Directors or senior management or certifying accountant;
- the commencement of, or developments in, material legal proceedings or regulatory matters;

- waivers of corporate ethics and conduct rules for Board members, officers and other key employees;
- any notice that reliance on a prior audit is no longer permissible; and
- de-listing of the Corporation's securities or their movement from one quotation system or exchange to another.

Acquisitions and Dispositions

- a significant acquisition or disposition of assets, property or joint venture interest; and
- acquisitions of other companies, including a take-over bid for, or merger with, another company.

Changes in Credit Arrangements

- the borrowing or lending of a significant amount of money in the context of the Corporation's business and operations;
- any mortgaging or encumbering of the Corporation's assets defaults under debt obligations, agreements to restructure debt or planned enforcement procedures by a bank or any other creditors;
- changes in rating agency decisions; and
- significant new credit arrangements.

SCHEDULE "C"

Disclosure in the Necessary Course of Business (Based on National Policy 51-201)

Disclosure in the necessary course of business may cover communications with those persons or entities listed below:

- a) vendors, suppliers or strategic partners on issues such as research and development, sales and marketing and supply contracts;
- b) Board members, officers and other employees;
- c) lenders, legal counsel, auditors, underwriters;
- d) financial and other professional advisors to the Corporation;
- e) parties to negotiations in respect of those matters under or affecting the negotiations, including matters in connection with effecting a take-over bid, business combination or acquisition;
- f) labour unions and industry associations;
- g) government agencies and non-governmental regulators;
- h) credit rating agencies (provided that the information is disclosed for the purpose of assisting the agency to formulate a credit rating and the agency's ratings generally are or will be publicly available);
- i) investors in connection with a private placement; and
- j) controlling shareholders of the Corporation, in certain limited circumstances.

POLÍTICA DE DIVULGACIÓN Y CONFIDENCIALIDAD

1. Declaración de la Política

Bitfarms Ltd., sus subsidiarias y empresas afiliadas (en adelante denominadas, en forma conjunta, “**Bitfarms**” o la “**Empresa**”) se comprometen a mantener los más altos estándares de integridad y confiabilidad en sus negocios y, al mismo tiempo, buscar el crecimiento de su actividad comercial y mejorar el valor accionario. Las pautas y principios que deben regir la conducta comercial de Bitfarms se establecen en el Código de Conducta y Ética Comercial (el “**Código**”) que se puede consultar en www.bitfarms.com.

Como parte del compromiso de adoptar una conducta comercial ética y responsable, y con el objetivo de cumplir con las leyes aplicables sobre títulos valores, Bitfarms ha establecido la presente Política de Divulgación y Confidencialidad (la “**Política**”). La Política de Compraventa de Títulos Valores, disponible en www.bitfarms.com, complementa esta Política.

Salvo especificación en contrario, el significado de todos los términos utilizados en la presente Política será el que se consigna en las definiciones del Anexo “A”.

2. Principios generales

Como principio fundamental de las leyes aplicables sobre títulos valores y normas de bolsas de valores, toda persona que invierta o esté tomando una decisión de inversión en títulos valores de una empresa que cotiza en bolsa tendrá acceso igualitario y oportuno a Información privilegiada que pueda afectar las decisiones al invertir. Por lo tanto, en virtud de las leyes aplicables sobre títulos valores y normas de bolsas de valores:

- 2.1** todas las empresas que cotizan en bolsa deben divulgar a la brevedad Información privilegiada relacionada con la Empresa;
- 2.2** las Personas con información privilegiada de empresas que cotizan en bolsa y otros terceros que tienen una Relación especial con la Empresa (tal como se definen estos términos en el Anexo “A”) que cuentan con Información privilegiada no pública sobre la Empresa no podrán:
 - informar (divulgar) a terceros Información privilegiada no pública, salvo en el curso necesario de los negocios; ni
 - adquirir o vender títulos valores de la Empresa mientras tengan en su poder Información privilegiada no pública;
- 2.3** todas las Personas con obligación de informar que pertenezcan a una empresa que cotiza en bolsa deben informar sobre sus operaciones de compraventa de títulos valores de la Empresa, de conformidad con la Política de Compraventa de Títulos Valores de la Empresa, disponible en www.bitfarms.com.

3. Objetivos

El objetivo de la presente Política es garantizar la divulgación oportuna y precisa de Información privilegiada relacionada con la Empresa de conformidad con las leyes, normas y reglamentaciones aplicables sobre títulos valores, y las normas de bolsas de valores que incluyen, según resulte aplicable, las de la Bolsa de Valores de Toronto (“**TSX**”) y/o del Mercado de Valores NASDAQ (“**NASDAQ**”), para proteger la divulgación o el uso indebidos de Información privilegiada o confidencial sobre la Empresa.

Además, estamos comprometidos con el sostenimiento de prácticas que ayudan a garantizar la difusión

precisa, amplia y oportuna de Información privilegiada a nuestros accionistas, a la comunidad inversora y al público en general. Ello incluye comunicaciones equilibradas, divulgación no selectiva y el uso de tecnologías de comunicación para facilitar el acceso justo a dicha información.

4. Alcance de la Política

4.1 Personas sujetas a la presente Política

- **General:** La presente Política se aplica a todos los miembros del Directorio, funcionarios, empleados, consultores y contratistas de la Empresa y/o sus empresas afiliadas y a cualquier persona asociada a cualquiera de las personas nombradas, lo cual incluye a integrantes de su hogar, holdings, o cualquier fideicomiso o sucesión en los cuales el miembro del Directorio, funcionario, empleado o consultor tenga un interés de importancia.
- **Personas con información privilegiada:** Personas con acceso a información privilegiada de la Empresa (según se definen en el Anexo “A”). Las Personas con obligación de informar están sujetas a obligaciones adicionales; consulte la Política de Compraventa de Títulos Valores de Bitfarms.

La presente Política se pondrá a disposición de quienes estén sujetos a sus términos ya sea mediante la entrega directa de una copia o a través de su publicación en el sitio web de Bitfarms en www.bitfarms.com. Se informará a todos los miembros del Directorio, funcionarios y empleados cuando se incluyan cambios importantes en dicha Política y se proporcionará la copia correspondiente al nuevo personal.

4.2 Comunicaciones sujetas a la presente Política

La presente Política se aplica a todo tipo de divulgación hecha por la Empresa, lo cual incluye:

- comunicados de prensa;
- documentos presentados ante organismos reguladores de títulos valores o bolsas de valores, por ejemplo, circulares del equipo directivo, formularios anuales de información, estados financieros anuales o intermedios y discusión y análisis de gestión relacionados, prospectos, circulares de oferta de emisor, circulares del directorio e informes sobre cambios esenciales;
- discursos, conferencias de prensa y presentaciones de gestión;
- entrevistas con participantes del mercado (entre ellos, analistas), inversores institucionales y de otro tipo, y con los medios de comunicación;
- comunicaciones con accionistas;
- información publicada en el sitio web de la Empresa o en redes sociales autorizadas;
- correo electrónico y otras formas de comunicación electrónica;
- información no pública suministrada a agencias de calificación de riesgo y organismos reguladores.

5. Información privilegiada

En la presente Política, se entiende por “Información privilegiada” cualquier información relacionada con la actividad y los asuntos comerciales de Bitfarms y de sus subsidiarias que, si fuera divulgada, probablemente influiría en la decisión razonable de inversores relativa a la compra, tenencia o venta de acciones de Bitfarms, o probablemente tendría un efecto sustancial en el precio de las acciones. Incluye,

entre otras cosas, un cambio esencial en los negocios, operaciones o capital de la Empresa que se esperaría razonablemente que afectara de manera significativa el precio o el valor de mercado de cualquiera de los títulos valores de la Empresa, e incluye cualquier resolución del Directorio o de los directivos senior (cuando el Equipo Directivo crea que es probable que el Directorio confirme la decisión) para implementar un cambio esencial.

La determinación de si la información es o no es privilegiada con frecuencia implica la aplicación de criterios comerciales difíciles basados en la experiencia. El Anexo “B” incluye, sin carácter taxativo, algunos ejemplos de información que puede ser considerada privilegiada bajo el título “Ejemplos de información potencialmente privilegiada”.

6. Comité de Divulgación de Información

La Empresa designó un Comité de Divulgación de Información cuya función es supervisar que la información que se divulga a los accionistas, inversores, órganos reguladores y el público sea precisa, completa y oportuna. El Comité de Divulgación de Información está integrado por el Director Financiero, el Director de Operaciones, el Asesor Legal General o ejecutivo legal senior o Secretario de la Empresa, el Director de Relaciones con los Inversores y el Director de Comunicaciones y Marketing.

7. Voceros

7.1 Personas autorizadas a hablar en nombre de la Empresa

Solo el Director Ejecutivo, el Director Financiero, el Director de Operaciones, el Vicepresidente Senior de Operaciones de Minería, el Asesor Legal General de Norteamérica, el Vicepresidente Senior de Recursos Humanos, el Vicepresidente Senior de Desarrollo Corporativo, el Director de Relaciones con los Inversores o cualquier persona designada por el Director Ejecutivo serán voceros autorizados de Bitfarms (salvo, en el caso de empleados de la Empresa, en el curso normal y necesario de la actividad comercial) (cada uno de ellos se denominará, en adelante, “**Vocero**”). Solo los Voceros designados de Bitfarms pueden hacer declaraciones públicas orales o escritas en nombre de la Empresa, o comunicarse de otra manera en su nombre con participantes del mercado, incluidos los analistas, inversores potenciales, los medios masivos de comunicación, accionistas o agencias de calificación de riesgo.

7.2 Derivación de consultas

Toda persona a quien se solicite que comente sobre la actividad o los asuntos comerciales de la Empresa (a excepción de los empleados en el curso normal de la actividad comercial) deberá remitir todas las consultas al Director de Relaciones con los Inversores (en el caso de cuestiones relacionadas con inversores y analistas) o al Director de Comunicaciones y Marketing (en el caso de cuestiones relacionadas con la prensa u otras).

8. Divulgación de Información privilegiada

8.1 Información basada en datos y equilibrada

La Información privilegiada divulgada por la Empresa debe cumplir con los requisitos siguientes: (a) la divulgación de información debe basarse en datos concretos, ser equilibrada y no ser engañosa; (b) la divulgación debe incluir información cuya omisión significaría que la divulgación sea engañosa; y (c) la información desfavorable debe divulgarse con la misma inmediatez y de manera tan completa como la información favorable.

8.2 Comunicados de prensa o presentaciones

La Empresa divulgará de manera expeditiva toda la Información privilegiada que deba divulgar en virtud de las leyes sobre títulos valores y las normas de bolsas de valores aplicables mediante la emisión de comunicados de prensa o la realización de presentaciones públicas.

8.3 Información privilegiada confidencial

En circunstancias restringidas cuando el Comité de Divulgación de Información determine que la divulgación al público en general de Información privilegiada podría ser indebidamente perjudicial para los intereses de la Empresa (por ejemplo, si la divulgación al público en general de la Información privilegiada perjudicara las negociaciones en una transacción entre empresas), dicho Comité puede autorizar la presentación de un informe confidencial sobre cambios esenciales ante la correspondiente comisión de valores, la Organización Reguladora de la Industria de las Inversiones de Canadá (IIROC), la Bolsa de Valores de Toronto o el NASDAQ, según lo exijan las leyes aplicables sobre títulos valores y las normas de bolsas de valores.

En estos casos, el Comité de Divulgación informará a la brevedad al Directorio acerca de la presentación de un informe confidencial sobre cambios esenciales y distribuirá una copia de dicho informe al Directorio junto con las razones por las cuales dicho Comité llegó a la conclusión de que la divulgación al público en general de la Información privilegiada afectaría indebidamente los intereses de la Empresa.

El Comité de Divulgación de Información también garantizará que todas las personas con conocimiento de la Información privilegiada confidencial mantengan dicha confidencialidad y no divulguen la información a un tercero, salvo en el curso necesario de los negocios. En virtud de las disposiciones de la Política de Compraventa de Títulos Valores, podrá imponerse a estas personas un Período con prohibición de operar (según se define en el párrafo 7.1. de la Política de Compraventa de Títulos Valores de la Empresa).

Dicho Comité divulgará al público en general de manera inmediata la Información privilegiada cuando determine que ya no existen fundamentos para mantener dicha confidencialidad.

9. Información sobre proyecciones

La información sobre proyecciones permite que los accionistas y la comunidad inversora evalúen mejor la Empresa y sus perspectivas. Si Bitfarms decide o debe divulgar información sobre proyecciones en un documento o presentación de divulgación o en cualquier otro tipo de comunicación pública oral u escrita, deberá cumplir con la totalidad de los requisitos legales aplicables, lo cual incluye:

- la información sobre proyecciones se publicará solo en circunstancias que determine el Director Ejecutivo, el Director Financiero, el Director de Operaciones o el Comité de Divulgación de Información o una combinación de los anteriores;
- dicha información se identificará claramente como proyecciones e incluirá avisos o leyendas que alerten sobre el cuidado con que se la debe abordar y las posibles contingencias, y donde se haga referencia a los riesgos e incertidumbres inherentes a resultados que difieran de manera significativa de los proyectados en dichas declaraciones;
- se deberán detallar de manera razonable todos los supuestos esenciales utilizados en la preparación de las proyecciones;

- toda la información sobre proyecciones estará acompañada de una declaración de exención de responsabilidad respecto de la intención u obligación de Bitfarms de actualizar o revisar dicha información, ya sea ante el surgimiento de información nueva, eventos futuros o por otros motivos. Sin perjuicio de dicha exención de responsabilidad, si como consecuencia de eventos posteriores se prueba que las declaraciones pasadas contienen discrepancias significativas, Bitfarms puede optar, según su propio criterio, por actualizar o revisar las proyecciones, con sujeción a cualquier requisito que la obligue a hacerlo en virtud de las leyes aplicables sobre títulos valores o reglamentaciones de bolsas de valores;
- al inicio de cualquier conferencia telefónica o presentación, quien actúe como Vocero declarará que se puede discutir la información sobre proyecciones. Esta declaración incluirá contenido adecuado que alerte sobre las precauciones necesarias con respecto a esa información o bien referencias a dicho contenido en documentos públicos donde se incluyan las presunciones, análisis de sensibilidad y una discusión amplia de riesgos e incertidumbres;
- si Bitfarms emitió un pronóstico o una proyección en relación con un documento de oferta en virtud de las leyes aplicables sobre títulos valores, Bitfarms actualizará dicho pronóstico o proyección según lo exigen las leyes aplicables sobre títulos valores y reglamentaciones de bolsas de valores;
- la Empresa tomará toda otra medida que el Comité de Divulgación de Información considere adecuada para valerse del principio de “safe harbour” en relación con las declaraciones que incluyan proyecciones creado en la Ley de Reforma de Litigios sobre Títulos Privados de Estados Unidos de Norteamérica de 1995.

10. Comunicaciones electrónicas

Todas las comunicaciones, incluso las electrónicas, deben cumplir con las disposiciones de las leyes sobre títulos valores. Las comunicaciones electrónicas incluyen el correo electrónico, sitios web, blogs, cuentas en redes sociales, el Sistema de Análisis y Recuperación Electrónicos de Documentos (“**SEDAR**”) canadiense y el Sistema Electrónico de Recopilación, Análisis y Recuperación de Datos de los EE.UU (“**EDGAR**”).

10.1 Sitio web

El sitio web de la Empresa no debe divulgar información que pueda representar de manera sustancialmente errónea a la Empresa, sus perspectivas comerciales o su condición financiera, ya sea a través de la arquitectura del sitio, declaraciones explícitas u omisiones. La divulgación de Información privilegiada en el sitio web no se considera divulgación al público en general y no es una forma adecuada de divulgar Información privilegiada.

Vínculos a sitios web de terceros: Salvo que el Comité de Divulgación de Información lo apruebe, el sitio web de la Empresa no puede contener vínculos a sitios web de terceros. Si se permitiera un vínculo al sitio de un tercero, se deberá incluir un aviso que informe al lector o lectora que, para acceder a él, primero abandonará el sitio web de la Empresa y que esta no se hace responsable del contenido del otro sitio web.

Informes de analistas: La Empresa podrá brindar una lista de todos los analistas del lado vendedor que cubran la Empresa, con los datos de contacto correspondientes, pero no podrá incluir vínculos a esas firmas ni los informes de los analistas.

Material sobre relaciones con inversores: El material sobre relaciones con inversores estará en una sección separada del sitio web de la Empresa e incluirá un aviso que informe al lector

o lectora que la información allí incluida era precisa en el momento de su publicación pero que puede haberse modificado debido a información divulgada con posterioridad. Todos los datos publicados en el sitio web, incluido el texto y material audiovisual, mostrarán la fecha de emisión de dicho material o la fecha de su modificación posterior.

Si Bitfarms contempla realizar una distribución de sus títulos valores, el contenido de su sitio web debe revisarse antes y durante la oferta para garantizar el cumplimiento de las leyes aplicables sobre títulos valores.

10.2 Salas de chat, blogs y redes sociales

Ninguna persona a quien se aplique la presente Política podrá participar en salas de chat o foros de discusión por Internet, como blogs o redes sociales, con referencia a asuntos que se relacionen con la Empresa o sus competidores, salvo que el Comité de Divulgación de Información la haya autorizado previamente. De todas maneras, dicha persona solo podrá participar de conformidad con el Código de Conducta y Ética Comercial de la Empresa y no podrá, en ningún momento, discutir información confidencial ni información privilegiada que no sea pública.

11. Comunicaciones con la comunidad inversora y los medios masivos de comunicación

Salvo que se autorice de manera específica, de conformidad con los términos del párrafo 7.1 de la presente Política, los empleados y otro personal de Bitfarms que no sean voceros autorizados no deben responder, en ninguna circunstancia, las consultas de la comunidad inversora ni de los medios masivos de comunicación. Dichas consultas se deben dirigir a voceros autorizados.

11.1 Comunicaciones con inversores y analistas

Solo los Voceros o las personas designadas por el Director Ejecutivo, el Director Financiero, el Director de Operaciones, el Vicepresidente Senior de Desarrollo Corporativo o el Director de Relaciones con los Inversores podrán comunicarse con inversores y analistas. La política de la Empresa respecto de interacciones con inversores y analistas es la siguiente: se debe evitar divulgar información de manera selectiva; ninguna persona a quien se aplique esta Política aprobará las opiniones o conclusiones de analistas ni influirá sobre ellas, salvo para corregir errores de datos, con la condición de que dichas correcciones se basen en información no privilegiada o información privilegiada que se haya divulgado al público en general; ninguna persona a quien se aplique la presente Política distribuirá informes de analistas a personas ajenas a la Empresa ni adherirá públicamente a dichos informes de ninguna otra manera.

11.2 Comunicaciones con los medios masivos de comunicación

En las comunicaciones con los medios de comunicación, se seguirán los procedimientos que se indican a continuación:

- La Empresa no ofrecerá con exclusividad a un periodista información privilegiada no pública o documentos relacionados.
- Los Voceros o quienes reciban las consultas deberán informar a la brevedad al Comité de Divulgación de Información sobre las consultas de los medios de comunicación. Los directivos senior o los expertos en la materia darán a conocer anuncios clave, según corresponda, para generar credibilidad y ofrecer información más autorizada.

- Si bien las conferencias de prensa sobre asuntos financieros se suelen realizar por separado de las comunicaciones a inversores, el acceso a la información divulgada debe ser similar en todos los aspectos esenciales. El Director Ejecutivo, el Presidente y/o el Director Financiero deben concurrir a las conferencias de prensa para controlar que no se divulgue al público Información privilegiada.

12. Rumores del mercado

Ante la consulta sobre rumores del mercado, la política general de la Empresa es no confirmarlos ni negarlos. Los Voceros autorizados deben limitarse a declarar que “La política de Bitfarms es no comentar sobre rumores o especulaciones”. Sin embargo, cuando lo autorice el Comité de Divulgación de Información, los Voceros autorizados pueden hacer excepciones y responder sobre determinados rumores que se consideren perjudiciales para los intereses de Bitfarms si no se los refuta.

13. Información societaria confidencial

13.1 Información societaria

Cualquier miembro del Directorio, funcionario, empleado, consultor o contratista de Bitfarms que tenga información confidencial (independientemente de si dicha información se considera además Información privilegiada) debe mantener la confidencialidad de dicha información y no divulgarla a ninguna persona, a excepción de personal autorizado de Bitfarms que tenga una necesidad legítima de conocer dicha información pues está relacionada con sus obligaciones y a quien se haya advertido de su naturaleza confidencial. Para evitar el uso indebido o la divulgación inadvertida de información confidencial, los miembros del Directorio, funcionarios, empleados, consultores y contratistas de Bitfarms deben tomar medidas razonables para salvaguardar dicha información, por ejemplo:

- no conversar sobre la actividad comercial, las operaciones, los resultados financieros, los asuntos o las perspectivas de Bitfarms en lugares donde otras personas puedan escuchar, o bien en foros de Internet o plataformas de redes sociales;
- los documentos confidenciales no deben leerse ni mostrarse en lugares públicos, y deben descartarse de manera tal de que no se puedan recuperar;
- los documentos y archivos con información confidencial deben guardarse en lugares seguros con acceso restringido;
- la transmisión de documentos por correo electrónico, mensajes de texto u otro medio electrónico debe realizarse solo cuando se presuma razonablemente que su transmisión y recepción son seguras;
- los documentos que contienen información confidencial deben retirarse inmediatamente de salas de conferencia y áreas de trabajo luego de las reuniones, y se deben destruir las copias extras de dicha información.

Se tomarán todas las medidas necesarias para que el acceso a dicha información confidencial se limite a las personas que necesitan conocerla, a quienes se les advertirá acerca de su naturaleza confidencial.

Los terceros que no pertenezcan a la Empresa que, en el curso de los negocios con Bitfarms, hayan recibido Información privilegiada no pública o tengan conocimiento de esa clase de información deben confirmar su compromiso de no divulgación mediante un acuerdo de confidencialidad escrito.

13.2 Información de terceros

En general, la Empresa tiene la obligación de mantener la confidencialidad de la información recibida de terceros como, por ejemplo, clientes, proveedores, socios comerciales u otros emisores con quienes interactúa en el marco de una transacción real o propuesta de transacción. Todas las personas a quienes se les aplique la presente Política deben mantener la estricta confidencialidad de la información de terceros y deben adoptar las mismas medidas respecto de dicha información confidencial que adoptan respecto de la información confidencial de la Empresa.

13.3 Divulgación de información en el curso necesario de los negocios

La información confidencial puede divulgarse a personas especialmente seleccionadas cuando ello se realice en el curso necesario de los negocios y solo cuando sea imprescindible conocer dicha información. La divulgación de información en el curso necesario de los negocios puede incluir las comunicaciones con personas o entidades incluidas en el Anexo “C” - **Divulgación de información en el curso necesario de los negocios**. Debe informarse a la persona que reciba la información confidencial que:

- la información es confidencial y no puede divulgarse a terceros, salvo en el curso necesario de los negocios (y solo con la aprobación previa correspondiente de la Empresa);
- dicha persona no puede negociar, ni colaborar para que otros negocien, los títulos valores de terceros o de la Empresa hasta que se divulgue dicha información confidencial al público en general.

En determinadas circunstancias, se podrá exigir a un tercero que no forme parte de la Empresa y que reciba información confidencial en el curso necesario de los negocios que firme un acuerdo de confidencialidad. La divulgación de información a participantes del mercado (lo cual incluye a analistas), inversores institucionales u otros inversores y medios masivos de comunicación no se considera, en general, información divulgada en el curso necesario de los negocios. Cualquier persona que tenga dudas respecto de si la información se divulgaría en el curso necesario de los negocios debe consultarlo con un integrante del Comité de Divulgación de Información.

14. Divulgación selectiva de información

Todos los miembros del Directorio, funcionarios, empleados, consultores y contratistas de Bitfarms tienen la obligación legal de no divulgar información confidencial, lo cual incluye información privilegiada no pública, a terceros que no pertenecen a la Empresa. La divulgación a cualquier persona o grupo específico –lo que incluye analistas de inversión, inversores institucionales, otros profesionales del mercado y medios masivos de comunicación– de información que no se haya dado a conocer públicamente se considera divulgación selectiva de información. La divulgación selectiva de información es ilegal y está prohibida.

14.1 Información divulgada en situaciones especiales

Es posible que la Empresa deba divulgar Información privilegiada mediante comunicados de prensa en las circunstancias siguientes:

- **Divulgación selectiva de información de manera accidental:** Si la Empresa toma conocimiento de que se divulgó de manera accidental o se filtró a personas específicas Información privilegiada no pública, o rumores respecto de dicha

información, o tiene razones fundadas para creer que así fue;

- **Uso indebido de Información privilegiada:** Si la Empresa toma conocimiento de que una persona negocia los títulos valores de la Empresa teniendo acceso a Información privilegiada no pública, o a rumores respecto de dicha información (por ejemplo, si se registran actividades de negociación no habituales sobre los títulos valores de la Empresa), o tiene razones fundadas para creer que así es;
- **Errores en la divulgación previa de información:** Si la Empresa toma conocimiento de que en una divulgación previa de información hubo un error esencial en el momento en que fue suministrada y la corrección incluye Información privilegiada. Mientras la Información privilegiada no se divulgue al público en general, la Empresa se contactará con las personas a quienes se divulgó la Información privilegiada no pública y les informará (i) que la información tiene carácter de Información privilegiada no pública; y (ii) que dichas personas tienen la obligación legal de no revelarla a terceros ni negociar con los títulos valores de la Empresa ni con los títulos valores de cualquier otro emisor afectado por dicha Información privilegiada.

15. Operaciones con información privilegiada

La legislación sobre títulos valores prohíbe a quien tenga una Relación especial con un Emisor con obligación de informar negociar títulos valores de dicho Emisor con conocimiento de Información privilegiada relacionada con dicho Emisor que no se haya divulgado al público en general. Esta actividad prohibida se conoce comúnmente por “operaciones con información privilegiada”. Las operaciones con información privilegiada exceden el alcance de esta Política. (Consulte la Política de Compraventa de Títulos Valores de Bitfarms para conocer otros requisitos sobre las operaciones con información privilegiada).

16. Consecuencias del incumplimiento de la presente Política

El incumplimiento de la presente Política puede implicar consecuencias graves, incluso acciones disciplinarias internas o la finalización de la relación laboral o la rescisión de contratos de consultoría sin aviso previo ni indemnización. La violación de la presente Política también puede implicar la violación de leyes sobre títulos valores y de normas y reglamentaciones de bolsas de valores. En caso de que un miembro del Directorio, funcionario o empleado parezca haber violado dichas leyes o normas, Bitfarms podrá remitir el asunto ante las autoridades regulatorias correspondientes, lo cual podría implicar sanciones, multas o, posiblemente, prisión.

17. Certificación anual

Todos los miembros del Directorio y funcionarios de Bitfarms, junto con empleados, consultores y contratistas especificados por el Directorio de Bitfarms Ltd., entregarán certificaciones anuales de cumplimiento de la presente Política según se determina en el Código de Conducta y Ética Comercial de la Empresa.

El Director Ejecutivo de Bitfarms será responsable de garantizar que se obtengan las certificaciones anuales al finalizar el primer trimestre de cada ejercicio fiscal, o con anterioridad, de todos los miembros del Directorio, funcionarios y determinados empleados, consultores y contratistas. Asimismo, será responsable de confirmar por escrito al Directorio que se obtuvieron dichas certificaciones y de informar sus resultados.

18. Revisión de la Política

El Directorio de Bitfarms Ltd. revisará y evaluará anualmente la presente Política para determinar si es efectiva para garantizar la divulgación de información de manera precisa, completa y oportuna, de acuerdo con las obligaciones de Bitfarms en ese sentido.

19. Consultas

Si tiene alguna consulta sobre el cumplimiento de la presente Política en un escenario particular, contacte al Director Financiero.

Fecha:	12 de junio de 2019
Revisión y actualización:	21 de febrero de 2025 (revisiones previas 11 de diciembre de 2023 y 17 de febrero de 2022)
Aprobada por:	El Directorio

ANEXO “A”

DEFINICIONES

“Persona con acceso a información privilegiada” significa:

- (a) todos los miembros del Directorio, funcionarios, empleados, contratistas y consultores de Bitfarms que hayan recibido o tengan acceso a Información privilegiada no pública (tal como se la define en el párrafo 6.2.), lo cual incluye a familiares directos e integrantes de su hogar, así como asociaciones, fideicomisos, sociedades, sucesiones, planes de ahorro de retiro registrados (RRSP) y entidades similares sobre las que cualquiera de las personas mencionadas ejerza control o dirección;
- (b) un miembro del Directorio o funcionario de una persona o empresa que cuente con información privilegiada de Bitfarms o sea subsidiaria de la Empresa;
- (c) una persona o empresa que:
 - i. sea beneficiaria final o tenga el control o la dirección, directa o indirecta, de los Títulos valores de Bitfarms con más del 10% (diez por ciento) de los derechos de voto respecto de la totalidad de los Títulos valores en circulación con derecho a voto de Bitfarms salvo, a los fines de calcular el porcentaje mencionado, cualquier Título valor cuya tenencia corresponda a una persona o empresa en calidad de agente colocador durante el curso de una distribución; o
 - ii. sea una combinación de beneficiario final y persona o empresa con control o dirección, directa o indirecta, de los Títulos valores de Bitfarms con más del 10% (diez por ciento) de los derechos de voto respecto de la totalidad de los Títulos valores en circulación con derecho a voto de Bitfarms salvo, a los fines de calcular el porcentaje mencionado, cualquier Título valor cuya tenencia corresponda a una persona o empresa en calidad de agente colocador durante el curso de una distribución;
- (d) Bitfarms, si compró, rescató o adquirió de cualquier otra forma un Título valor emitido por ella misma, siempre y cuando conserve la tenencia de dicho Título valor;
- (e) una persona o una empresa designada como poseedora de información privilegiada en una orden emitida en virtud del artículo 1(11) de la Ley de Títulos Valores de Ontario; y
- (f) una persona o empresa que pertenezca a una clase de personas o de empresas establecida en el párrafo 40(v) del inciso 143(1) de la Ley de Títulos Valores de Ontario.

“Persona o empresa que tiene un Relación especial con Bitfarms” significa:

- (a) una persona o empresa con acceso a información privilegiada, afiliada o asociada de
 - i. Bitfarms;
 - ii. una persona o empresa que considera, evalúa o se propone realizar una oferta pública de adquisición, según se la define en el Capítulo XX de la Ley de Títulos Valores de Ontario, respecto de los Títulos valores de Bitfarms; o
 - iii. una persona o empresa que considera, evalúa o se propone ser parte de un proceso de reorganización, consolidación, fusión o acuerdo con Bitfarms, o de una combinación comercial similar, o adquirir una porción importante de sus bienes;
- (b) una persona o empresa que participa o considera, evalúa o se propone participar en una

actividad comercial o profesional con Bitfarms, o en su nombre, o con una persona o empresa de las clases descritas en el párrafo (a) (ii) o (iii) o en su nombre;

- (c) una persona que es miembro del Directorio, funcionario o empleado de Bitfarms Ltd., una subsidiaria de Bitfarms o una persona o empresa que controla directa o indirectamente a Bitfarms, o de una persona o empresa de las clases descritas en el párrafo (a) (ii) o (iii) o en (b);
- (d) una persona o empresa que tomó conocimiento de un hecho esencial o cambio esencial respecto de Bitfarms si la persona o la empresa era una persona o empresa de las clases descritas en los párrafos (a), (b) o (c); o
- (e) una persona o empresa que recibe información sobre un hecho esencial o cambio esencial respecto de Bitfarms de cualquier otra persona o empresa descrita en el presente párrafo, lo cual incluye a una persona o empresa de las clases descritas en el presente anexo, y que sabe o debería haber sabido razonablemente que dicha otra persona o empresa es una persona o empresa con una Relación especial.

“Persona con obligación de informar” significa cualquier persona con información privilegiada de Bitfarms si dicha persona es:

- (a) el Director Ejecutivo, Director Financiero o Director de Operaciones de Bitfarms, o de un accionista importante de Bitfarms o de una subsidiaria principal de Bitfarms, según la definición del Instrumento Nacional Canadiense 55-104;
- (b) un miembro del Directorio de Bitfarms, de un accionista importante de Bitfarms o de una subsidiaria principal de Bitfarms;
- (c) una persona o empresa responsable de una unidad de negocios, división o función principal de Bitfarms;
- (d) un accionista importante de Bitfarms;
- (e) un accionista importante sobre la base de la titularidad como beneficiario final luego de la conversión de los Títulos valores de Bitfarms y el Director Ejecutivo, Director Financiero, Director de Operaciones y cada miembro del Directorio de dicho accionista importante;
- (f) una empresa administradora que ofrece servicios considerables de gestión o administración a Bitfarms o a una subsidiaria principal de Bitfarms, y cada miembro del Directorio, Director Ejecutivo, Director Financiero, Director de Operaciones y accionista importante de la empresa administradora;
- (g) una persona que tiene funciones similares a las de cualquiera de las personas con acceso a información privilegiada descritas en los párrafos (a) a (f) anteriores;
- (h) Bitfarms, si compró, rescató o adquirió de cualquier otra forma un Título valor emitido por ella misma, siempre y cuando conserve la tenencia de dicho Título valor; o
- (i) cualquier otra persona con acceso a información privilegiada que:
 - i. en el curso regular de los negocios reciba o tenga acceso a información sobre hechos o cambios esenciales relacionados con Bitfarms antes de su divulgación al público en general; y
 - ii. directa o indirectamente, ejerza o tenga la capacidad de ejercer poder o influencia considerable sobre los negocios, operaciones, capital o desarrollo de Bitfarms.

ANEXO “B”

EJEMPLOS DE INFORMACIÓN POTENCIALMENTE PRIVILEGIADA

Los siguientes son ejemplos de información que se consideraría Información privilegiada si tuvieran como resultado, o se esperara razonablemente que tuvieran como resultado, un cambio significativo en el precio o valor de mercado de los títulos valores que cotizan en bolsa de cualquiera de los Emisores con obligación de informar:

Cambios en la estructura societaria

- cambios en la titularidad accionaria que puedan afectar el control de la Empresa;
- una consolidación, reorganización o fusión significativa;
- ofertas públicas de adquisición respecto de los títulos valores de Bitfarms o de otra empresa u ofertas hechas por la Empresa respecto de sus propios títulos valores; y
- modificaciones de documentos constitutivos (incluidos el acta constitutiva y el estatuto).

Cambios en la estructura del capital

- venta pública o privada de títulos valores adicionales;
- recompras o rescates planificados de títulos valores;
- consolidaciones, subdivisiones, dividendos sobre acciones, oferta de acciones a tenedores de derechos de suscripción o canje de acciones planificados;
- cambio en los pagos de dividendos o en la política de dividendos de la Empresa;
- posible inicio de disputa por poderes; y
- cambios esenciales de los derechos de los tenedores de títulos valores.

Cambios en los resultados financieros

- cambio significativo en las ganancias previstas para el futuro cercano, por ejemplo, el siguiente trimestre del ejercicio fiscal;
- cambios imprevistos en los resultados financieros de cualquier período;
- cambios en las circunstancias financieras, como reducción de flujos de caja, pérdida importante del valor de activos o baja de activos;
- cambios en el valor o la composición de los activos de la Empresa; y
- cambios esenciales en la Política contable de la Empresa.

Cambios en los negocios y en las operaciones

- cualquier desarrollo que afecte los recursos, la tecnología o los productos de la Empresa, o bien los mercados en los que opera;
- cambios importantes en los planes de inversión de capital o en los objetivos societarios;
- conflictos laborales importantes o conflictos con grandes contratistas o proveedores;
- contratos, productos, patentes o servicios nuevos por un valor significativo o pérdidas importantes de contratos o negocios;
- descubrimientos importantes;

- cambios en la composición del Directorio o de los directivos senior o contador certificante;
- inicio o avances en procesos legales importantes o asuntos normativos;
- exención de normas de conducta y ética societaria para miembros del Directorio, funcionarios y otros empleados clave;
- cualquier aviso de que ya no es admisible confiar en una auditoría previa; y
- suspensión de la cotización en bolsa de los títulos valores de la Empresa o traslado de un sistema de cotización o bolsa a otro.

Adquisiciones y disposiciones

- adquisición o disposición importante de activos, bienes o participación en joint venture y
- adquisición de otras empresas, lo cual incluye ofertas públicas de adquisición de otra empresa o la fusión con ella.

Cambios en acuerdos crediticios

- otorgamiento o pedido de préstamo de una cantidad importante de dinero en el contexto de los negocios y operaciones de la Empresa;
- hipotecas o gravámenes sobre los activos de la Empresa, incumplimientos respecto de obligaciones de deuda, acuerdos de reestructuración de deuda o procedimientos de ejecución planificados por parte de un banco o de otros acreedores;
- cambios en las decisiones de agencias de calificación de riesgo; y
- nuevos acuerdos crediticios por valores considerables.

ANEXO “C”

Divulgación de información en el curso necesario de los negocios (basada en la Política Nacional 51-201)

La divulgación de información en el curso necesario de los negocios puede incluir las comunicaciones con las personas o entidades siguientes:

- a) vendedores, proveedores o socios estratégicos sobre temas como investigación y desarrollo, ventas y marketing, y contratos de suministro;
- b) miembros del Directorio, funcionarios y otros empleados;
- c) prestamistas, asesores legales, auditores, agentes de colocación;
- d) asesores financieros y otros asesores profesionales de la Empresa;
- e) partes de una negociación respecto de asuntos relacionados con ella o que la afecten, lo cual incluye asuntos relacionados con ofertas públicas de adquisición, combinación o adquisición de negocios;
- f) sindicatos y asociaciones industriales;
- g) organismos gubernamentales y organismos reguladores no gubernamentales;
- h) agencias de calificación de riesgo (con la condición de que la información se divulgue con el fin de colaborar con la agencia para formular una calificación crediticia y las calificaciones de la agencia estén disponibles para el público en general actualmente o en el futuro);
- i) inversores en relación con una colocación privada; y
- j) accionistas controlantes de la Empresa, en algunas circunstancias determinadas.